

Les casques blancs de la faim

Rony Brauman

1988

Géo, décembre 1988.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Les casques blancs de la faim

Rony Brauman

Guerres, famines, cyclones, inondations, réfugiés. La folie des hommes et les caprices aveugles de la nature semblent conjuguer leurs effets pour vouer à une éternelle malédiction les deux tiers de l'humanité. Le Tiers-Monde est-il vraiment ce champ de désolation où une population immense, ballottée de désastre en désastre, attendrait dans la résignation le geste charitable qui lui permettra de tenir jusqu'à la prochaine catastrophe? Non.

La vision misérabiliste que l'Occident s'est forgée de cette partie du monde est conditionnée par les instantanés que nous en rapportent les médias pour qui, par définition, une bonne nouvelle n'est pas une information. La télévision nous rapportait du Niger, l'année dernière, des images de terre craquelée et de ventres ballonnés, mais ne nous dit rien des 300.000 tonnes de surplus céréaliers que ce pays a produit cette année, ni des excédents du Mali qui ont permis de combler le déficit de la Mauritanie. Nous avons encore en tête les scènes terribles de la famine d'Ethiopie, mais seuls quelques spécialistes ont souligné le fait qu'au même moment le Kenya, confronté au même phénomène de surpopulation et de sécheresse, traversait cette épreuve sans drame, et pratiquement sans aide.

Il n'est pas question ici de faire un procès de la presse, mais de montrer à quel point, en l'absence d'une perception sensible de ce qu'est le quotidien dans le tiers-monde, les images de l'échec et de la souffrance apparaissent comme son unique réalité. Vu de loin, Paris apparaissait au moment de la vague d'attentats terroristes et des assassinats de vieilles dames, comme un véritable champ de massacre...

C'est dire que pour agir, pour peser sur cette réalité, il convient de la saisir dans sa complexité, sans laisser la compassion se substituer totalement à la compréhension. Pour cela, partons de deux constats.

Premier constat: famine et malnutrition sont deux phénomènes distincts. La famine, rupture brutale des apports alimentaires, est dans l'immense majorité des cas une conséquence directe de crises politiques graves. Au Soudan, en Ethiopie, au Mozambique, la guerre est à l'origine des famines cataclysmiques, dont les victimes se comptent par centaines de milliers. Ici, la faim est partie intégrante de la panoplie guerrière. Arme de destruction, elle est utilisée pour venir à bout d'une rébellion, comme au Soudan ou au Timor. Instrument d'asservissement, elle permet de démanteler une société rurale traditionnelle, rebelle à la collectivisation accélérée, comme en Ethiopie. Dans ces circonstances, le rôle des équipes humanitaires est de s'efforcer fournir à ceux qui en sont privés les moyens de survivre.

La malnutrition chronique, qui n'engendre pas de sensation de faim, est une fragilisation de l'organisme provoquée par une alimentation déséquilibrée et/ou insuffisante. Affectant plus de 20% de la population du tiers-monde, elle est un effet de la précarité économique: ce sont, comme le constatent toutes les organisations internationales, "le chômage et la faiblesse de revenus qui sont les causes prédominantes de la malnutrition dans l'ensemble du monde en développement". A ces problèmes de fond il n'existe pas, comme le montrent les difficultés que nous affrontons en Europe, de solution simple et directe.

Deuxième constat: la malnutrition recule globalement dans le monde, mais avec de considérables disparités. Selon la FAO, le pourcentage global de la population affectée est passé de 27% à 21% entre 1970 et 1985, bien qu'en chiffres absolus, compte tenu de la croissance démographique, le nombre de malnutris continue d'augmenter. En Amérique latine, en Asie et au

Proche Orient, le recul de la malnutrition se confirme alors qu'en Afrique c'est malheureusement la tendance inverse qui s'affirme, 32% de la population étant touchés. Et tous les observateurs s'accordent sur l'impossibilité, pour la moitié des pays africains, de parvenir à l'auto-suffisance alimentaire avant le XXIème siècle.

La croissance démographique rapide de l'Afrique -dont la population va doubler d'ici 30 ans- est souvent incriminée. Il s'agit là d'une vérité partielle, car des pays asiatiques qui ont connu une croissance démographique comparable sont parvenus, grâce à des politiques agricoles incitatives, à gagner la course entre population et production. On ne sait pas assez que l'Inde, par exemple, a une production alimentaire excédentaire depuis des années. Des inégalités criantes subsistent, mais ce pays, promis il y a trente ans à un avenir désastreux en raison de son surpeuplement, a fait la preuve de la possibilité de surmonter cette difficulté. Dans la plupart des pays africains, au contraire, les politiques agricoles ont découragé les paysans de faire les efforts d'investissements indispensables pour accroître la production: l'enjeu est en effet de sortir progressivement d'une agriculture sans irrigation ni engrais, dans laquelle les sols se reconstituent au cours de longues périodes de jachère. Cette technique convenait parfaitement à l'Afrique des grands espaces, des populations dispersées. Elle est aujourd'hui dépassée par les besoins d'un continent plus densément peuplé. L'introduction de semences sélectionnées, d'irrigation, d'engrais, d'attelages est indispensable pour relever le défi de la malnutrition. Ce changement profond du rythme de la vie villageoise ne peut se réaliser que de façon progressive, et ne verra le jour que si les gouvernements africains le favorisent.

Ces considérations générales sur la famine et la malnutrition n'ont rien d'académique. Elles indiquent la nature et les limites de l'action que les pays riches peuvent mener contre ces fléaux. Dans les situations de famine, il s'agit avant tout de rétablir des canaux d'approvisionnement. L'action des organisations humanitaires privées est fondamentale: moins liées par les gouvernements que les organisations officielles, plus souples, elles sont les mieux placées pour apporter nourriture et soins médicaux aux victimes. Mais elles ne peuvent mener efficacement ce combat de franc-tireur que si elles sont soutenues par les institutions officielles: ainsi, au Soudan, les équipes de Médecins Sans Frontières ont-elles pu opérer sur le terrain grâce aux vivres fournies par le Programme Alimentaire Mondial, et à l'appui de la Communauté Européenne. Ce sont les démarches diplomatiques de cette dernière, et de plusieurs ambassades, sensibilisées par les rapports alarmants des équipes de MSF qui ont incité le gouvernement à débloquent les secours. C'est pour renforcer les moyens d'intervention diplomatiques permettant l'accès aux victimes des conflits que MSF propose avec insistance la constitution d'une force internationale d'interposition, les "Casques Blancs de la Survie". Leur rôle serait d'ouvrir un espace d'intervention pour les organisations humanitaires, de constituer, dans les zones de guerre, des aires protégées où la population civile qui le souhaite trouverait protection et assistance en attendant la résolution du conflit. Rêverie utopique? Pas tant que cela. Qui aurait prédit, il y a quelques semaines, que journalistes et secouristes entreraient sans visa, sans contrôle, dans une république soviétique particulièrement sensible? La mobilisation qui a suivi le tremblement de terre d'Arménie, les conditions de liberté -un peu tardives, mais bien réelles- dans lesquelles se sont organisés les secours, ont sans doute été inspirées par des considérations plus politiques qu'humanitaires... mais les résultats sont là: dans ce pays traditionnellement fermé et jaloux de sa souveraineté, des équipes étrangères ont assuré une grande partie des secours. Cela fera jurisprudence.

Les situations de sous-développement et de malnutrition appellent des réponses d'une toute autre nature. La solution n'est envisageable que dans le cadre d'un processus à long terme, d'un véritable projet de société: sortir du système ancestral d'exploitation de la terre, protéger et reconstituer un environnement gravement mis à mal, contrôler la démographie, en sont les aspects essentiels. Dans le passé, les paysans sahétiens ont su adapter des variétés de riz apportées par les Arabes, de même que le maïs, le manioc, l'arachide, introduits par les

Portugais. Ils sauront, comme ils l'ont fait également pour le coton, modifier leurs habitudes, développer des cultures intensives, si on leur en offre les possibilités et s'ils en tirent un réel profit. Au Kenya, au Malawi, au Zimbabwe, l'introduction de variétés de maïs à haut rendement a déjà permis d'atteindre une certaine capacité d'auto-suffisance. Le mil et le sorgho, qui représentent 80% de la culture africaine, n'ont pratiquement pas bénéficié des progrès de l'agronomie; il est temps de rattraper le temps perdu. Mais ces variétés sélectionnées exigent une distribution d'eau, de semences, d'engrais, au moment adéquat du calendrier agricole, ainsi qu'un accès au crédit, ce que ne peut assurer une administration publique, indifférente au rythme des saisons. D'où un nécessaire désengagement de l'Etat et de ses différents "offices de développement rural", au profit d'acteurs privés, coopératifs ou commerciaux.

L'environnement sera mieux protégé lorsque l'augmentation de la production agricole ne se fera plus par défrichage sauvage de terres nouvelles, par déforestation, mais par le développement de techniques plus intensives. Le remplacement du bois de chauffage par un autre combustible, possible si le revenu paysan progresse, permettra également de protéger les forêts, donc les sols. Dans ce contexte, l'aide internationale a également un rôle fondamental à jouer: recherche agronomique, éducation et formation, introduction des nouvelles techniques agricoles, accès des paysans au crédit, aide médicale... Ces domaines, variés, ne pourront être pleinement explorés que si la volonté politique des gouvernements africains s'affirme clairement dans ce sens. Au-delà des crises majeurs, qui ne concernent que quelques pays, la pratique du terrain montre que cette volonté existe. Il faudra du temps pour que ses résultats soient significatifs à l'échelle du continent.